

De l'engrais pour l'Afrique

Au printemps dernier, la flambée des prix agricoles provoquait des émeutes de la faim. Le Mali a décidé de subventionner l'engrais destiné aux producteurs de riz. Les rendements ont bondi. **REPORTAGE.**



Jeunes pousses de riz destinées à être replantées pour la campagne de contre-saison (hiver). En période de crue — l'été —, les eaux du Niger et du Bani couvrent les environs à perte de vue, réduisant la ville à trois îlots reliés entre eux par des digues.



Dans le village de Tongorongo, les paysans passent le riz dans une batteuse chinoise qui projette la paille en l'air pour récupérer le grain dans une bassine. À droite, une Malienne vane le riz à la main pour en séparer la poussière.

PAR XAVIER HAREL,

à Mopti, Tongorongo, au Mali

L'office du riz de Mopti, contrairement à ce que l'on pourrait penser, se situe à Sévaré, une petite ville à mi-chemin entre Bamako et Tombouctou. Son directeur général, Adama Berthe, installe ses visiteurs dans deux grands canapés. Les murs sont couverts de cartes représentant le delta intérieur du fleuve Niger. Sur un poster, un agriculteur en boubou blanc pose devant une charrue et un zébu pour tout outil de travail. La photo est intitulée « Paysan sous-équipé ». La mécanisation de l'agriculture malienne n'en est qu'à ses balbutiements. Mais, pour l'heure, le véritable enjeu relève d'un autre champ. Le pays a décidé de mettre la chimie au service de ses agriculteurs.

« Nous n'avons pas encore les chiffres définitifs, mais les rendements moyens sont passés de 1,5 tonne l'hectare l'an dernier à 2,3 à 2,5 tonnes l'hectare cette année, explique Adama Berthe. La principale raison de ce succès tient à la distribution d'engrais subventionnés par l'État. C'est une première. Les riziculteurs ont payé l'engrais 19.500 francs CFA (30 euros) le sac, soit un rabais de 50 %. Tous les paysans ont pu enrichir leur parcelle avec de l'engrais, contre moins de 5 % l'an dernier. »

Le Mali n'est certes ni le Nigeria, ni le Cameroun, ni le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, où la flambée des denrées agricoles au printemps dernier avait provoqué de véritables émeutes de la faim. Le Mali, quasi autosuffisant, a été épargné par les troubles sociaux mais pas par la grogne sociale alimentée par une hausse généralisée du coût de la vie. Le président malien, Amadou Toumani Touré, que ses partisans comme ses détracteurs préfèrent appeler ATT, a pris la mesure de la situation. Comme la plupart de ses homologues, il a rapidement abrogé les droits de douane sur les importations de céréales et demandé aux douaniers de bloquer les exportations de céréales, d'huile, de lait, des aliments pour le bétail... Surtout, il a engagé son pays dans un programme plus ambitieux de relance de la production rizicole. Objectif : passer de 1,1 à 1,6 million de tonnes

au cours de la campagne 2008-2009. Ce programme, baptisé « Initiative riz », comprenait l'achat de plusieurs dizaines de motopompes afin d'étendre les zones irrigables le long du fleuve Niger et l'injection d'un peu plus de 10 milliards de francs CFA (15 millions d'euros) pour subventionner la distribution d'engrais aux producteurs de riz. Une première !

« Le Mali, comme la plupart des pays de sous-région, a toujours privilégié des politiques favorisant des prix bas pour les consommateurs, explique Mamadou Diarra, du Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural. Mais il n'a jamais mis en place de politique de soutien à la production agricole vivrière. »

■ « VENISE MALIENNE »

Retour à Mopti. Située dans le delta intérieur du Niger, à 650 kilomètres au nord-est de Bamako, la « Venise malienne » est devenue la deuxième région rizicole du pays. En période de crue — l'été —, les eaux du Niger et du Bani, un affluent, couvrent les environs à perte de vue, réduisant la ville à trois îlots reliés entre eux par des digues qui servent à la fois de protection et de routes. Lune d'elles relie Mopti à la petite ville de Sévaré. À mi-chemin, une piste conduit au village de Tongorongo, l'un des principaux de la région. Le véhicule traverse d'abord des champs de petits mils plantés d'acacias. Au bout de quelques kilomètres, la piste s'élève comme une digue avançant dans la mer. De part et d'autre, des casiers de riz à perte de vue. En cette saison, la paille de riz est tellement sèche qu'il est interdit de fumer ou d'allumer du feu dans la plaine. Des ânes gris broutent la paille au milieu des aigrettes blanches.

Le dos cassé en deux, des paysans coupent à la faucille les plans de riz couchés. Les bottes de riz sont ensuite transportées jusqu'à une batteuse chinoise qui projette la paille en l'air tandis que les grains sont récupérés dans une bassine. Le riz est ensuite exposé au soleil puis vanné manuellement pour séparer la précieuse graine de ses impuretés. Les sacs de riz de 80 kilogrammes sont transportés à dos d'homme jusqu'à la piste puis empilés sur des charrettes à cheval.

Au bout d'une heure de piste, les murs blancs du village en terre de Tongorongo se dessinent à l'horizon. Une grosse délégation villageoise attend depuis des heures les représentants de Farm, la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde. Farm est un nouvel acteur dans l'univers de l'aide au développement. La fondation, présidée par le président du Crédit Agricole, René Carron, a été reconnue d'utilité publique début 2006 et compte parmi ses fondateurs Air France-KLM, Casino, le groupe Limagrain ou encore Suez. Après un bref discours de bienvenue, les femmes déposent aux pieds des représentants de la fondation un sac de riz, des poissons, des noix de cola, deux hautes jarres de terre cuite.



Les femmes ont un compte à la banque de microcrédit et empruntent de l'argent depuis trois ans déjà, mais les hommes n'ont jamais rien pu contracter.

tifié le groupement de Tongorongo. Nous avons mobilisé 30.000 euros que nous avons confiés à Kondo Jigima, une banque qui fait du microcrédit pour que les paysans puissent contracter un prêt afin d'acheter les intrants. Le prêt sera remboursé en fin de campagne. »

La banque de microcrédit en question est un petit bâtiment jaune d'un étage en face d'une mosquée et d'une station essence Oil Libya. Ousmane Mackadou, le gestionnaire de la caisse, reçoit dans une minuscule pièce sans fenêtre avec un bureau et une armoire rouge pour tout mobilier.

« Les femmes de Tongorongo ont un compte chez nous et empruntent de l'argent depuis trois ans déjà, mais les hommes n'ont jamais rien pu contracter. » Le microcrédit s'est très fortement développé ces dernières années en Afrique mais il s'adresse surtout au petit commerce. « Les organismes de microcrédit sont encore peu impliqués dans le financement de l'agriculture, une activité incertaine, explique Mathilde Douillet, chef de projet vivrier chez Farm. Il suffit d'une invasion de criquets ou d'une mauvaise pluviométrie pour que les récoltes soient mauvaises. Les paysans se retrouvent alors dans l'impossibilité de rembourser et les ennuis commencent. »

■ 13 QUINTAUX À L'HECTARE

Grâce à la garantie de Farm, Ahmadou Moussa Tanapo a pu acheter des herbicides et nettoyer une parcelle de 3 hectares rendus impropres à la culture par les mauvaises herbes. Ajoutés aux 2 hectares dont il disposait déjà, ces 3 hectares lui permettront de subvenir aux besoins de sa famille cette année. Bernard Bachelier est conscient que l'approche de Farm risque d'irriter en Europe. Favoriser l'accès des paysans africains aux engrais, herbicides et autres pesticides alors qu'on commence seulement à mesurer l'ampleur des dégâts environnementaux causés par un demi-siècle d'agriculture intensive n'est pas très « politiquement correct ». Mais pour l'ancien patron du Cirad, l'institut français de recherche agronomique au service du développement des pays du Sud et de l'outre-mer, « demander aux Africains de rester dans une agriculture extensive au nom d'une approche purement environnementale est inacceptable. L'agriculture biologique ne peut pas nourrir le monde. Il existe des marges considérables pour accroître la production agricole sans pour autant basculer dans une agriculture intensive ». En Afrique, les rendements agricoles sont de 13 quintaux à l'hectare, contre 40 quintaux à l'hectare en moyenne dans le monde et 100 quintaux dans certaines plaines d'Europe. Le recours ou non aux engrais joue un rôle majeur dans ces écarts. La moyenne mondiale est de 100 kilogrammes d'engrais par hectare contre 9 kilogrammes seulement en Afrique subsaharienne. ■

UN SOMMET SUR LA CRISE ALIMENTAIRE

Les représentants de 95 pays ont entamé hier à Madrid une réunion de « haut niveau » sous l'égide de l'ONU pour avancer sur la voie de la « sécurité alimentaire pour tous ». Les pays participants vont tenter d'y concrétiser les promesses du sommet de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies) de juin 2008 à Rome pour éradiquer la faim, dans une période de « profonde crise financière internationale » qui « ne facilite pas notre tâche », a souligné le patron de la FAO, Jacques Diouf. Près d'un milliard de personnes dans le monde souffrent de la faim.